

## LA VOIX D'UNE AUTRE AMERIQUE

### Kennedy contre Bush

**Si la parole tue, le Président G.W. Bush est déjà mort depuis le 14 janvier 2004, après les remarques du sénateur Edward M. Kennedy.**



Sans doute faut-il faire la part de ce qui relève de l'ouverture d'une campagne électorale qui va aller crescendo jusqu'en novembre 2004 et opposer sans merci les camps démocrate et républicain

Au delà des considérations politiciennes qui peuvent motiver telle ou telle attaque contre le président des Etats-Unis en quête de sa réélection, les paroles du sénateur Kennedy tombent comme la malédiction de Dieu sur Sodome et Gomorrhe. M. Bush a trompé la confiance du peuple américain; soutenu par une majorité du Congrès, il a maintenu sa ligne idéologique jusqu'à la distorsion de la vérité. C'est là accuser le président de mensonge avéré. Lorsqu'on se souvient du tapage autour de la dissimulation du président Clinton, accusé de parjure dans l'affaire Monika Lewinski, on ne peut que s'étonner de la disproportion entre les conséquences du mensonge Clinton et celles du mensonge Bush. Dans le premier cas, à propos d'une péripétie sans importance réelle, une procédure " de destitution" avait été entamée, alors que dans le second une commission d'enquête est simplement diligentée par le Président lui-même. Mais Kennedy va plus loin: Il accuse Bush de manque de respect et d'arrogance à l'égard des Nations Unies et d'autres peuples sur d'autres continents. " L' Administration et le Congrès, dit-il, ont brisé l'élan d'amitié qui s'était manifesté après le 11 septembre et dans la foulée, ils ont rendu l'Amérique de moins en moins respectable et respectée..."

Pourquoi un tel réquisitoire ?

Kennedy montre du doigt l'entourage de Bush junior qui occupait déjà des fonctions importantes sous la présidence de Bush père: Paul Wolfowitz, Dick Cheney, Donald Rumsfeld, n'avaient pas compris pourquoi le président Bush père avait décidé de ne pas aller à Bagdad. Prenant prétexte de l'attentat avorté contre lui, lors de sa visite à Koweït en 1993, ils n'avaient depuis lors jamais cessé de faire campagne pour continuer à en découdre avec Saddam Hussein. Kennedy rappelle encore qu'en 1997, le Président Bush père et son conseiller d'alors, Brent Scowcroft, s'étaient expliqués de leur décision, dans un livre intitulé "Un Monde Transformé" (traduction littérale): " Essayer d'éliminer Saddam, étendant ainsi le champ des hostilités par l'occupation de l'Irak, aurait violé notre principe de ne pas changer nos objectifs en cours d'opération...et aurait entraîné d'incalculables coûts humains et politiques. Nous aurions été obligés d'occuper Bagdad et donc d'administrer l'Irak. La coalition se serait aussitôt effondrée, les Arabes l'auraient désertée comme d'autres alliés. Dans ces circonstances, il n'y avait pas de stratégie viable pour sortir...Aurions nous pris le chemin de l'invasion, les Etats-Unis seraient demeurés la puissance occupante dans un pays amèrement hostile.

Outre que ces mots, comme le fait remarquer le sénateur Kennedy, décrivent la situation d'aujourd'hui, il faut noter que la décision d'attaquer l'Irak était prise dès l'entrée en fonction de la nouvelle administration Bush en 2001.

On demeure confondu par un tel aveuglement et la persistance d'une idée fixe qui loin d'assainir la situation complexe du Proche-Orient, n'a eu pour résultat que de faire le lit du terrorisme international. Bagdad masque les Talibans, Al Quaeda et Ben Laden, comme si le problème avait été réglé par l'élimination des islamistes à Kaboul. Les alertes qui bouleversent, en ce début 2004, les liaisons aériennes entre l'Europe et les Etats-Unis rappellent qu'il n'en est rien.

Le "...Si j'avais su..." de Colin Powel n'empêche pas la politique étrangère américaine de naviguer à vue dans un champ de mines, comme un bateau ivre. Ni la France, ni l'Allemagne ne peuvent être tenues pour responsables.

Jean-Claude Courdy

A LA UNE du 4 février 2004